

# LES ÉTUDES

Dossier réalisé par Thomas Lestavel

## ORIENTATION

### Le déterminisme social continue de peser

Dans une société au sein de laquelle la reproduction sociale reste forte, l'école peine à jouer pleinement son rôle. Les inégalités sociales face aux parcours scolaires sont toujours aussi vivaces en France.

Les chiffres sont intraitables, les inégalités sociales face aux parcours scolaires sont toujours aussi présentes en France : la proportion d'étudiants ayant au moins un parent-cadre s'élève à 26 % en BTS, contre 51 % en M2 universitaire et 67 % en doctorat<sup>1</sup>. « La reproduction sociale, qui avait diminué pendant plusieurs décennies, recommence à augmenter », indique Bertrand Geay, professeur de sciences politiques à la faculté d'Amiens. La logique est simple et implacable : le milieu d'origine conditionne largement le niveau scolaire, lequel influe lui-même fortement sur les choix d'orientation.

« Les enfants de familles modestes ont souvent une vision de leur avenir scolaire circonscrite à des filières peu ambitieuses, celles qu'ont empruntées leurs proches », observe ainsi Romuald Bodin, maître de conférences en sociologie à l'Université de Poitiers. « Les choix d'orientation ne sont pas de "vrais" choix qui découleraient des aspirations et des goûts des élèves. D'ailleurs, ces derniers ne connaissent pas toutes les filières possibles. » Ensuite, les parents ont tendance à projeter leurs propres désirs sur le futur métier de leur progéniture. « Cela passe de façon inconsciente, à travers les valeurs transmises. Selon les familles, ce sera l'entrepreneuriat, le travail de la terre, l'humanisme, le commandement ou encore la fidélité aux traditions », explique Stéphanie Camus, consultante en orientation scolaire. Dans ce contexte, l'école est de plus en plus critiquée dans sa faible capacité à changer le destin social des jeunes.



#### TRANSFUGES ET DÉCLASSÉS

Pourtant, les exceptions existent et elles ont toujours existé. Les sociologues contemporains nous mettent en garde contre une mauvaise interprétation des travaux de Pierre Bourdieu et de Jean-Claude Passeron sur la reproduction sociale par l'école. « Leur message a été caricaturé », résume Bertrand Geay. Les deux chercheurs ont certes mis en évidence, par leurs travaux empiriques, l'inertie des structures sociales et ils ont décrypté comment les groupes dominants parvenaient à conserver leur position dans la société. Mais ils ont également consacré toute une partie de leur recherche aux « transfuges » et aux « déclassés ». Bourdieu lui-même provenait d'un milieu populaire : son père exerça la profession d'ouvrier agricole avant de devenir facteur.

Le déterminisme social est une tendance statistique mais pas une fatalité. « La volonté et l'engagement personnel constituent les éléments les plus importants dans un parcours individuel, en particulier lorsque la famille est peu informée sur les formations existantes », souligne Hammadoun Tamboura, chargé de mission chez Secafi. Le consultant, qui a grandi au Mali et fait ses études supérieures dans l'hexagone grâce à une bourse de l'État français, est membre d'une association<sup>2</sup> qui informe les nouveaux venus du Mali sur les possibilités d'orientation. Une manière de combler les lacunes de notre système éducatif. ■

1 Source : enquête « Génération 2010 » du CEREQ (centre d'études et de recherches sur les qualifications).  
2 www.cpd-mali.com



#### Témoignage



**BAPTISTE**  
22 ANS, COGNAC

J'ai fait un bac professionnel après mon BEP. En tant que bac pro, je me sentais inférieur aux lycéens de voie générale. Limite, j'avais l'impression que ma classe concentrait les sous-doués de l'établissement. J'étais bon en histoire, c'était l'une des rares matières qui m'intéressait, mais je ne me pensais pas capable d'aller en fac. Alors, au moment des vœux post-bac, je me suis orienté vers un BTS en électronique. Au bout de deux jours de BTS, j'ai laissé tomber. J'y étais allé à contrecœur et je me sentais que ça n'allait pas le faire.

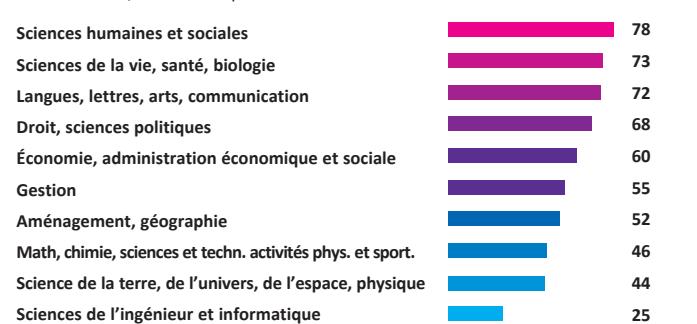
J'en ai parlé avec mes parents et je me suis inscrit en fac d'histoire, sans trop y croire

au début. Du jour au lendemain, j'ai quitté ma copine et mes amis pour changer de ville. En arrivant à l'Université, je ne savais pas ce qu'étaient un plan, une conclusion. Tout ça, j'ai dû l'apprendre sur le tas. Des camarades d'histoire en L1 que je ne connaissais pas m'ont aidé. J'allais en amphi, mes professeurs étaient des chercheurs. J'étais impressionné. Finalement, j'ai réussi les examens. Je suis super fier de moi.

« En tant que bac pro, je me sentais inférieur »

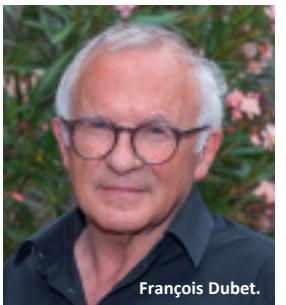
#### PART DES FEMMES SELON LA SPÉCIALITÉ DE MASTER 2 (en %)

Le genre constitue une autre variable majeure dans l'orientation des étudiants. Les filières les plus féminisées mènent souvent vers des métiers peu reconnus socialement et/ou économiquement.



## INTERVIEW

# Les étudiants français, entre galères et insouciance



Professeur de sociologie à l'Université de Bordeaux et auteur de nombreux ouvrages sur le système éducatif français, François Dubet évoque la situation des étudiants en 2016 et leurs craintes sur l'avenir.

## **Les étudiants constituent une population très hétérogène. Quelle segmentation pouvons-nous opérer ?**

En effet, sur les 2,5 millions d'étudiants en France, on trouve des riches et des pauvres, des urbains et des ruraux, des filles et des garçons... Pour moi, le clivage le plus pertinent est le type d'études. On trouve, d'un côté, des élèves qui suivent des filières sélectives, qui coûtent cher à la Nation et aux familles, avec une promesse d'embauche à la sortie : grandes écoles de commerce et d'ingénieur, BTS, IUT, etc. De l'autre, on a des étudiants qui vont « là où il y a de la place » et choisissent des formations moins rentables, dont le lien avec le monde du travail est distendu.

## **Comment vont les étudiants en 2016 ?**

C'est très difficile à dire. Les travaux de l'OVE<sup>1</sup> montrent que faire des études procure toujours un certain bonheur. Les étudiants apprécient notamment la liberté intellectuelle et le temps dont ils disposent, un mode de vie somme toute agréable et l'autonomie qu'ils ont prise par rapport à leurs parents. Cependant, le rapport entre les études et l'emploi se distend et cela crée de la peur. Les comparaisons internationales



montrent que les étudiants français sont particulièrement angoissés. Quant à leurs conditions matérielles, elles laissent souvent à désirer. Leurs dépenses sont largement financées par les familles. Aux inégalités scolaires se superposent des inégalités économiques. Beaucoup d'élèves travaillent mais l'Université fait une sorte de déni sur ce phénomène. Dans certains pays, les facs adaptent les horaires pour ceux qui ont un boulot à côté de leurs études. Pas en France.

## **La liberté de choix des études doit-elle être totale ?**

Cette liberté est forcément contrainte ! Un bac pro peut choisir de faire une licence en philosophie, mais on sait pertinemment que ses chances de réussir seront très faibles. Beaucoup d'étudiants en premier cycle sont en « galère ». Dans certaines filières comme l'histoire, la psychologie ou la sociologie, il arrive que la moitié des étudiants ne présente pas l'examen. Sous prétexte de liberté de choix, on accepte que tant de jeunes « perdent » une année de leur vie, et je ne parle pas du coût financier pour leurs parents et la collectivité... Cela dit, dès qu'une formation est considérée comme

« sérieuse » (médecine ou droit, par exemple), je constate qu'on n'a plus d'états d'âme à instaurer de la sélection. En fait, il y a une telle hypocrisie dans ce système censé être égalitaire que plus personne n'y croit.

## **L'orientation scolaire reste fortement corrélée au milieu social, au sexe, au lieu d'habitation. Le déterminisme augmente-t-il en France ?**

Il n'est pas plus fort qu'hier, en revanche, il est vécu plus durement. Il se joue au sein même des études. Il y a 40 ans, le clivage opposait une minorité qui faisait des études et une majorité qui travaillait. Aujourd'hui, de nombreux enfants d'ouvriers et d'employés font des études mais la concurrence s'intensifie entre les étudiants. Le clivage oppose les filières proches de l'emploi et les autres.

## **Comment les étudiants se projettent-ils dans l'avenir ?**

La vie étudiante se caractérise par une certaine insouciance. Il suffit d'être reçu à l'examen pour en reprendre

pour un an ! Toutefois, on observe une grande anxiété par rapport à la suite. Dans les filières généralistes, l'arrivée sur le marché du travail provoque une conversion : « *j'ai suivi des études en histoire, qu'est-ce que je fais maintenant ?* ». La problématique de ces étudiants, c'est de transformer des compétences générales en compétences professionnelles.

## **Quelle est leur vision du monde du travail ? Sont-ils idéalistes, lucides ou, au contraire, fatalistes ?**

Les étudiants en IUT ou en école de commerce font des stages et côtoient en cours des professionnels. Ils connaissent donc le monde du travail avant même d'y entrer. Dans les filières généralistes en fac, les étudiants appréhendent la recherche du premier emploi. Ils connaissent mal le monde des entreprises, ils en ont une image très sombre. Il n'est pas rare d'ailleurs que le monde du travail s'avère moins affreux qu'ils ne le craignaient ! ■

<sup>1</sup> OVE : Observatoire national de la Vie Étudiante.

# TERRITOIRE

## Étudiant des villes, étudiant des champs

Les jeunes issus du milieu rural privilégident les études courtes. Ils sont moins enclins à quitter leur milieu géographique d'origine.

**L**a réussite et l'orientation scolaires, on le sait, ne sont pas seulement liées aux capacités et aux efforts de l'étudiant, mais aussi à des facteurs contextuels comme le milieu familial ou la qualité des professeurs. Depuis une quinzaine d'années, les sociologues mettent en évidence un autre facteur qui influence le parcours scolaire des étudiants : leur territoire. Les spécialistes s'intéressent en particulier au sort des deux millions de jeunes Français ruraux, en soulignant un paradoxe : leurs résultats au brevet des collèges sont supérieurs à la moyenne nationale, pourtant ils se montrent beaucoup plus modestes dans leurs choix d'orientation.

### BTS PLUTÔT QUE PRÉPA

D'après une étude de l'Observatoire Éducation et Territoires (OET), près de 60 % des jeunes ruraux choisissent ainsi la voie professionnelle après la 3<sup>e</sup>, contre environ 30 % chez les urbains. Le bac en poche, les ruraux se tournent volontiers vers des filières courtes, comme le BTS ou le DUT. Ils sont sous-représentés en classe préparatoire. « *Une forme d'autocensure* », pour Pierre Champollion, chercheur en Sciences de l'Éducation.



### BON SENS PAYSAN

Plusieurs explications peuvent être avancées. Ces jeunes sont attachés à la qualité de vie de leur territoire qu'ils pensent ne pas retrouver en milieu urbain. Les formations longues sont éloignées géographiquement du domicile familial, et sont donc coûteuses. D'autre part, « *ces élèves ont plus de difficulté à se projeter dans les filières longues de type médecine ou droit. Ils préfèrent procéder pas à pas, dans une logique : un 'tiens' vaut mieux que deux 'tu l'auras'* », explique le chercheur. Le spécialiste souligne enfin l'importance du « territoire symbolique ».

Le monde agricole, en déclin, a gardé une emprise forte sur les esprits. « *Les parents aiment que leurs fils restent près d'eux. Ils laissent plus facilement partir les filles* » illustre par exemple Pierre Champollion. « *Une partie de ces représentations sociales est revendiquée, une autre est inconsciente et intériorisée.* » Les dernières enquêtes laissent toutefois entrevoir un début de convergence au niveau de l'orientation entre élèves urbains et ruraux. Ces derniers seraient de plus en plus enclins à accepter la mobilité pour suivre des études plus longues... À suivre. ■

**PRIX DU LIVRE SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

3<sup>e</sup> Édition

Nous remercions les élus de CE, les partenaires, les auteurs, éditeurs et les acteurs de l'ESS qui soutiennent le prix et nous vous donnons rendez-vous pour la prochaine édition en septembre 2017 !

**MAIF assureur militant**

**iSocialCE** Le magazine d'information des comités d'entreprise

**SalonCE** (NOUS AVONS TANT À PARTAGER!)

RETROUVEZ LES LIVRES SÉLECTIONNÉS, L'HISTOIRE ET L'ACTUALITÉ DU PRIX sur [www.toitcitoyen.com/economiesociale](http://www.toitcitoyen.com/economiesociale) et pour toute information : [info@toitcitoyen.com](mailto:info@toitcitoyen.com)



# INITIATIVES LE SERVICE CIVIQUE A LA COTE

Ce dispositif financé par le gouvernement offre la possibilité aux étudiants de se rendre utile à la société... et, surtout, de mettre un pied dans le monde du travail.

**U**n court-métrage contre l'homophobie pour Faustine, des ateliers d'information destinés aux personnes âgées pour Margaux. Depuis 1995, l'association Unis-Cité permet à des milliers de jeunes de 16 à 25 ans de faire un « service civique » : une mission à accomplir pendant six à neuf mois, au service de la société. « Avec les smartphones, les jeunes ont tendance à s'enfermer dans la passivité. Nous les invitons à faire preuve de solidarité, à aller vers les autres et à agir » explique Marie Trellu-Kane, cofondatrice d'Unis-Cité, qui s'est inspirée des programmes améri-



cains City Year et AmeriCorps. Les volontaires d'Unis-Cité, au nombre de 2 600 l'an dernier, se frottent à des publics difficiles (personnes âgées, gens du voyage, etc.) et en ressortent grandis. « Certains jeunes en situation d'échec scolaire ont regagné confiance en eux et rebondi grâce à leur service civique », témoigne Marie Trellu-Kane. Ainsi, de cet adolescent qui lui a confié : « pour la première fois de ma vie, ma mère m'a dit qu'elle était fière de moi. » Pionnière en France, Unis-Cité a fait des émules. En 2010, Martin Hirsch a officialisé le service civique, avec pour objectif de favoriser l'engagement citoyen et le brassage social. En 2015, 53 000 jeunes se sont engagés. Convaincu par le dispositif, François Hollande a annoncé en janvier dernier un triplement du budget alloué au service civique et une cible de 350 000 volontaires par an.

### EMPLOIS DÉGUISÉS

Les participants touchent une indemnité de 573 euros par mois, prise en charge par l'État à 80 %. Cela fait du service civique un dispositif particulièrement attractif financièrement, pour les associations notamment. Les dérives sont malheureusement nombreuses. Comme cette agence Pôle Emploi qui « emploie » des services civiques à l'accueil. « Le discours gouvernemental sur le service civique est hypocrite, beaucoup d'étudiants s'en servent pour se faire une première expérience et non par engagement citoyen », confie une ancienne volontaire. En juin dernier, l'Assemblée nationale a renforcé les garde-fous pour éviter les emplois déguisés. ■

### Chiffres-clés

Plus de **136 000** jeunes se sont engagés en service civique depuis sa création en 2010.

**54 %** des 16-25 ans sont intéressés pour réaliser une mission.

(source : IFOP, octobre 2015, échantillon de 1001 personnes).

### Témoignages



À la fin de mes études, j'ai réalisé un service civique de 8 mois dans une association de médiation culturelle. Basée à Cahors, elle a pour mission de diffuser la culture scientifique auprès du grand public. Dans la filière culturelle, le service civique constitue un bon moyen d'obtenir une première expérience professionnelle. De plus, cet engagement se rompt plus facilement qu'un contrat de travail, ce qui me convenait bien. Je travaillais 24 heures par semaine, cela m'a laissé le temps de passer mon code et

mon permis. L'association m'a prise malgré mon profil littéraire car j'avais de l'expérience en gestion de projet. J'ai pu prendre beaucoup d'initiatives. À la fin des huit mois, l'association m'a embauchée en contrat aidé, puis en CDI. Le bilan est donc positif pour moi.

Mais certains de mes amis ont eu moins de chance. L'une d'elles a été envoyée en mission seule, sans formation ni encadrement, et n'a été défrayée pour aucun de ses déplacements... Il y a clairement des abus.

« Il y a clairement des abus. »



Après mon bac pro, je voulais passer un certificat de qualification professionnelle dans la mécanique de vélos, mais je n'ai pas trouvé d'entreprise pour me prendre. Un jour, je passais à la mission locale et un membre d'Unis-Cité a présenté une opportunité de service civique qui m'a complètement emballé. La mis-

tion consistait, en équipe avec d'autres jeunes, à animer des débats dans les établissements scolaires et les maisons de quartiers du 92 après avoir diffusé un film (*Habemus*

papam, Le Sel de la Terre, La Cour de Babel, etc.). J'ai postulé et j'ai été sélectionné. Ça a été une super expérience ! J'ai appris à me faire confiance et à travailler en équipe. J'ai beaucoup progressé dans mon élocution.

J'apprécie les valeurs portées par le service civique. Même moi, simple citoyen issu

d'un quartier populaire (j'ai grandi dans la cité-jardin de Suresnes, d'un père ouvrier et d'une mère secrétaire), je peux faire quelque chose pour la société.



L'engagement associatif et citoyen des étudiants a changé. Place au Web et aux actions ponctuelles.

**L**es étudiants qui donnent de leur temps dans une association verront bientôt leur bénévolat récompensé par des crédits d'enseignement. C'est du moins ce que prévoit l'article 14 de la loi « égalité et citoyenneté ». Doit-on y voir une incitation à se mobiliser pour des causes utiles, à une époque où les jeunes seraient tentés de passer leur temps sur leur smartphone à regarder des vidéos sur YouTube ou à jouer à Pokemon Go ? Rien n'est moins sûr. De l'avis des experts, les étudiants restent autant mobilisés que leurs prédécesseurs, même s'ils rejettent les formes traditionnelles d'engagement – ainsi, seulement 2 % des moins de 30 ans s'impliquent dans un

parti politique<sup>1</sup>. Ils préfèrent des modes d'expression ponctuels et non affiliés, du flash mob à la pétition en ligne sur Change.org. « Internet fait évoluer les rapports sociaux. N'importe qui peut lancer une initiative et monter un groupe. La difficulté consiste désormais à inscrire son action dans la durée », relève Yoan Guérin, consultant chez Secafi à Metz.

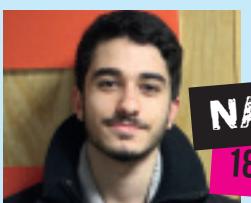
#### LA RÉPUBLIQUE ET L'AGORA

À ce titre, le phénomène Nuit Debout a su déjouer les pronostics. La grande mobilisation de 2016 a occupé la place de la République pendant plusieurs mois et s'est étendue dans de nombreuses villes françaises. Elle trouve son origine dans une pétition en ligne contre la loi Travail lancée par la militante féministe Caroline de Haas. « Le mouvement a démarré dans le monde virtuel, puis s'est accroché dans le réel » note le sociologue Michel Fize, pour qui « Internet n'est pas un outil qui me détourne de la

réalité, mais qui m'y amène ». Nuit Debout trouve son inspiration la plus proche dans le mouvement des Indignés qui occupe la Puerta del Sol à Madrid depuis 2011. Si, en Espagne, la mobilisation a donné naissance à un parti politique qui a remporté plusieurs élections, Podemos, cela n'a pas été le cas en France. Du moins pour l'instant. Un coup pour rien ? « Non ! Il reste quelque chose de Nuit Debout : un souffle démocratique et une tentative de changer le monde », estime Michel Fize. Des individus de toutes convictions et de tous bords politiques ont pu exprimer leurs idées, dans un cadre original et clairement défini – pas plus de cinq minutes par intervention. « Ce forum de libre expression a rendu sa valeur à la parole. Or, prendre la parole, c'est déjà s'engager », conclut Michel Fize. ■

1 Source : Crédoc, 2015.

#### Témoignages



NAÏM

18 ANS, MEMBRE DU FFJ

Le FFJ est une coordination d'organisations lycéennes et étudiantes – syndicales, politiques et associatives. Il vise à porter la voix de la jeunesse auprès des décideurs publics. Depuis notre création

25 ans a été mise en place au début du quinquennat. Mais beaucoup sont restées lettres mortes, comme l'extension du RSA aux 18-25 ans ou la garantie universelle des loyers qui devait faciliter l'accès des étudiants au logement.

La jeunesse est la première victime de la crise. Nous vivons moins bien que nos parents au même âge.

Il est urgent de trouver des solutions pour faciliter l'accès à l'emploi, à la santé, à un logement décent... L'an prochain, nous interpellons les candidats à la présidentielle sur tous ces sujets.

« Interpeller les candidats à la présidentielle »

en 2012, nous nous entretenons tous les trimestres environ avec le ministère de la Jeunesse. Parmi les recommandations que nous avons formulées, la prime d'activité pour les jeunes de moins de



CHRISTOPHE

25 ANS, STUDENTS FOR LIBERTY

Notre mouvement est apolitique et décentralisé. Nous n'avons pas de cartes de membres ! Nos communautés, implantées un peu partout en France, communiquent entre elles grâce aux outils

un formidable outil pour provoquer des rencontres physiques. Un site comme

Meeetup permet de lancer un événement en quelques minutes et de toucher un large public. Les associations de type loi 1901, avec leur hiérarchie et leurs querelles de pouvoir, c'est éculé. Internet permet de casser tout ça.

« Nous fonctionnons en mode start'up »

digitaux, notamment via un groupe Facebook. Nous fonctionnons en mode start-up. N'importe qui peut se présenter aux événements que nous organisons. Chez nous, la hiérarchie est informelle, elle provient de la légitimité. Quand quelqu'un prend une

## RELATIONS SOCIALES

# Apprendre le dialogue dès l'Université

L'enseignement du dialogue social pendant les études est souvent réduit à la portion congrue. Dans une tribune publiée cette année, le président du Conseil économique, social et environnemental exhortait le gouvernement à développer la culture du dialogue social en proposant de l'enseigner dès l'école.

**P**our l'heure, force est de constater que le dialogue social est le parent pauvre des formations en RH et en gestion. « *Le cours de droit sur les relations sociales n'intéresse que 2 ou 3 élèves sur 50. Je n'ai pas le temps d'aborder les enjeux politiques du syndicalisme. L'enseignement reste trop abstrait pour eux* », reconnaît Laure Camaji, professeure en licence professionnelle RH.

Certains établissements ont pourtant décidé de mettre les bouchées doubles. En charge d'un Master 2 en RH à l'ISC Paris, Anissa Djabi propose ainsi des exercices de mise en situation pour rendre l'enseignement plus concret. Confrontés à un blocage politique dans le cadre d'une fermeture d'usine, les étudiants doivent, par exemple, établir un diagnostic de la situation, assorti de recommandations. « *En tant que futurs managers, les élèves comprennent vite l'intérêt d'identifier les parties prenantes, leurs obligations et les modalités de négociation* », confie Anissa Djabi.

### « CLÉS COMPORTEMENTALES »

À Paris, l'Université Dauphine a lancé une formation spécifique sur dix jours, dédiée aux relations sociales. « *J'ai acquis des clés comportementales pour bien réagir en cas de blocage ou de grève* », témoigne Marie Baudot, 25 ans, qui a suivi la formation en 2015. « *La compétence la plus importante à développer consiste à savoir hiérarchiser les problématiques, pour distinguer les problèmes majeurs des "petits" sujets qui cristallisent inutilement les tensions* », commente Yoan Guérin, consultant chez Secafi et intervenant en Master d'Ergonomie. Le dialogue social est également abordé dans les grandes écoles de commerce, lors des enseignements sur l'accompagnement du changement. Cependant, « *les cours tendent à calquer des modèles, partant du constat que les salariés vont se les approprier* », regrette Yoan Guérin. « *Les professeurs recommandent de poser un cadre assez ferme, sans se demander d'où viennent les résistances au changement. Pas la meilleure manière d'instaurer un dialogue social apaisé !* », conclut l'expert.



DÉCOUVREZ DES PHOTOS  
ET DOCUMENTS INÉDITS

# LE LIVRE ÉVÉNEMENT DE L'ANNÉE, L'ALBUM HOMMAGE AUX 70 ANS DES CE

1945 1946 2015 2016  
**VOYAGE AU PAYS DES CE**  
70 ANS D'HISTOIRE DES COMITÉS D'ENTREPRISE

Patrick Gobert et Jean-Michel Letenier  
Préface de Jean Auroux

POUR SEULEMENT  
**29€**  
+ 10€ de frais de port

[www.editionsdu1ermai.fr](http://www.editionsdu1ermai.fr)